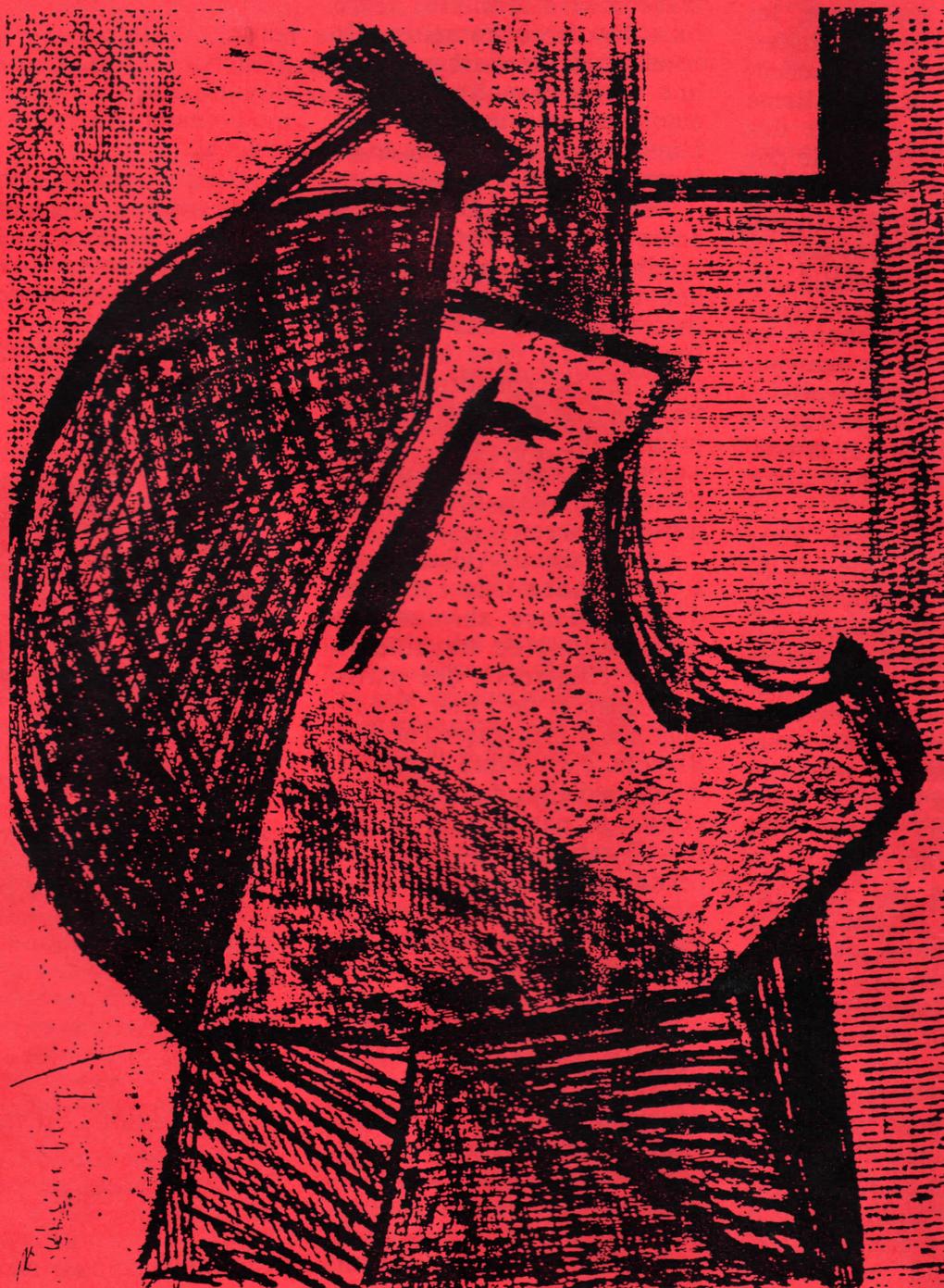


L'AFFRANCHI
Périodique des Amis
de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 0

JUN 1991

LAUSANNE



**L'émancipation des travailleurs sera
l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes**

Editorial

A l'heure où les partisans du libéralisme triomphant se répartissent les dépouilles du communisme autoritaire, les vraies questions restent posées. Peut-on oublier que les succès économiques du capitalisme libéral sont le résultat des prédatations réalisées sur le dos des exploités du monde entier?

Le régime capitaliste qui domine le monde produit en permanence l'inégalité et l'injustice.

Le "développement" a permis à l'homme de marcher sur la lune, il a aussi détruit des régions entières de notre planète, par la guerre, la pollution ou la marginalisation économique.

Dans nos sociétés dites développées que reste-t-il du mirage de l'abondance, une consommation importante qui cache difficilement des inégalités criantes.

Les bouleversements politiques que nous avons connus dans le monde ces deux ou trois dernières années, n'ont malheureusement pas ouvert les yeux de beaucoup de gens. La droite comme la "gauche" continuent à monopoliser l'espace public de leurs arguments stériles.

Les partis "socialistes" qui ont essayé de réformer le système libéral sont devenus ses plus fervents défenseurs.

Il est vital pour les futures luttes d'émancipation, que les anarchistes, qui se sont opposés à l'autoritarisme marxiste au sein de la première internationale et qui ont été les premiers, au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire, à critiquer l'expérience léniniste, puissent s'exprimer, de forme autonome, au moment où les régimes inspirés par ces doctrines s'effondrent.

Nous sommes pour l'égalité économique, c'est-à-dire pour un partage équitable des ressources disponibles entre tous les êtres humains. Ce combat, que nous situons dans une perspective libertaire et autonome, nous tenterons de le faire partager par le biais de ce journal.

En 1923, à Berlin, les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires ont reconstitué l'**Association internationale des travailleurs** (AIT), dans le but de faire face au capitalisme par la fédération de syndicats ouvriers préfigurant, par leur organisation, la société **communiste libertaire** qu'ils souhaitaient mettre en place.

Aujourd'hui l'AIT continue à défendre le projet d'indépendance absolue des organisations de travailleurs face à l'ingérence des partis politiques et de l'Etat. L'AIT continue à préconiser l'**action directe**, c'est-à-dire l'absence d'intermédiaires dans les luttes contre le patronat et l'Etat. L'AIT refuse activement de participer aux structures paritaires et institutionnelles, mises en place pour apprivoiser le mouvement ouvrier et les "révolutionnaires".

L'AIT défend depuis toujours une forme d'organisation visant à entraver le développement de la bureaucratie: assemblée souveraine, délégués révocables, mandats impératifs, refus des permanents payés...

Une telle organisation n'existe pas actuellement dans ce pays, même si on peut en retrouver des traces dans l'histoire du mouvement ouvrier en Suisse. (Par exemple la Fédération jurassienne, la

Ligue d'action du bâtiment à Genève...).

Notre journal se réclame des **idées anarchistes** et anticapitalistes, il tentera d'aborder sans détour les débats qui traversent le mouvement libertaire international.

Nous voulons avant tout faire connaître les expériences actuelles qui vont dans le sens de l'**anarcho-syndicalisme** dans le monde et, d'autre part, engager une réflexion et un débat sur les formes qu'un tel projet pourrait prendre en Suisse.



L'Affranchi

Périodique

des Amis de l'AIT

Réflexions Sociales

Case postale 213

1000 Lausanne 6

SUISSE

5 numéros 15 Fr. (60 FF)

EN MARGE DU 14 JUIN

Quelle égalité pour les femmes?

Les quelques réflexions qui suivent ne prétendent aucunement présenter tous les problèmes soulevés par l'oppression des femmes. L'auteure nous propose surtout de nous interroger sur la volonté de l'Union syndicale de lutter réellement contre les discriminations que connaissent les femmes dans le monde du travail, tant par les moyens mis en oeuvre que par les buts poursuivis.

La grève du 14 juin lancée par l'Union syndicale suisse (USS) est placée sous le signe de l'égalité. Il y a tout juste dix ans que la Constitution suisse reconnaît le principe de l'égalité entre hommes et femmes.

Voici ce que l'Union syndicale nous dit: depuis 10 ans les écarts entre les salaires moyens des ouvriers et des ouvrières, des employés et des employées n'ont guère changé. Les salaires féminins sont toujours inférieurs de plus de 30% par rapport aux salaires masculins! Les femmes sont discriminées sur le plan des assurances sociales, des impôts...

DES SALAIRES INFÉRIEURS POUR LES FEMMES!

Ce que l'Union syndicale "oublie" de nous dire c'est que l'année dernière, un syndicat de cette centrale, celui des relieurs, a signé une convention collective avec des salaires minimums plus bas pour les femmes que pour les hommes!!

Le tollé provoqué par cette affaire, le fait que des relieuses aient fait recours au Tribunal fédéral pour faire invalider la convention est peut-être à l'origine du coup de pub de la grève des femmes du 14 juin. L'USS doit bien redorer son blason. Le problème des relieuses est révélateur. Contrairement à ce qu'ils prétendent, les syndicats suisses sont tout à fait incapables de défendre les intérêts des travailleuses. Ceci principalement pour deux raisons.

D'abord parce qu'ayant choisi de se lier les mains avec la paix du travail, depuis 1937, ils sont dans l'incapacité de créer des rapports de

force susceptible d'apporter d'autres améliorations que celles "généreusement" concédées par le patronat et l'Etat.

DES SYNDICATS DE SPECIALISTES

D'autre part, étant très bureaucratisés et/ou élitistes, les syndicats ne sont pas à l'écoute des revendications qui pourraient naître à la base.

A l'occasion de cette grève, mais cela est aussi le cas lors d'initiatives populaires lancées ou soutenues par les syndicats, les gens ont en majorité le sentiment de ne pas être concernés.

La grève des femmes comme d'autres actions a été décidée en haut lieu, sans consulter les travailleuses, ni les ménagères, il ne faudra pas s'étonner si la majorité ne s'y retrouve pas.

Pourtant une partie des revendications qui sont mises en avant sont tout-à-fait urgentes, par exemple:

- Une véritable protection de la maternité;
- Des crèches de qualité (j'ajouterais gratuites!), des horaires scolaires mieux adaptés;
- Une diminution des heures de travail pour toutes et tous.

Ce qui n'est pas clair, c'est ce que l'Union syndicale propose concrètement, comme moyen de lutte, pour obtenir ces revendications. Car ce n'est pas en faisant un quart d'heure de grève, une heure, ou même une journée entière (c'est au choix paraît-il!) que les femmes vont réellement améliorer leur situation.

La grève, le boycott... sont des méthodes de luttes efficaces quand on les utilise à bon escient, et pas seulement de façon symbolique

comme cela va être le cas le 14 juin. Ce genre d'action pose un problème fondamental aux différents groupes, libertaires ou non, qui se situent dans une perspective autonome et anti-capitaliste. En y participant, ne donne-t-on pas une nouvelle crédibilité à une institution qui depuis longtemps ne joue plus le rôle d'organiser et de défendre les travailleurs, qui est devenue un "partenaire", et dont l'objectif principal est la survie de sa bureaucratie?

L'Union syndicale met en avant un thème porteur, sachant pertinemment qu'il va surtout être repris et défendu par des personnes qui critiquent son orientation générale, tant en son sein qu'à l'extérieur.

Ni les anarchistes, ni les féministes, ni même l'extrême-gauche ne sont capables de créer l'événement dans ce pays. Nous sommes souvent réduits à nous accoler à des actions, plus ou moins bidon, créées de toute pièce par les sociaux-démocrates pour se faire de la pub.

D'un autre côté, s'il ne se passait strictement rien le 14 juin, ce n'est pas seulement l'USS qui serait complètement ridicule; c'est vraisemblablement aussi la cause des femmes qui ferait un pas en arrière.

On ne peut qu'espérer qu'un grand nombre de celles et ceux qui participeront à cette "grève" profiteront de l'occasion pour dénoncer l'irresponsabilité de l'Union syndicale qui lance une action qu'elle est incapable d'assumer, vu qu'elle n'a même pas le rapport de force de faire respecter la Constitution suisse dans les conventions qu'elle passe avec le patronat!

LA GREVE DES FEMMES UN COUP D'EPEE DANS L'EAU ?

Ce sera sans doute le cas malheureusement. Mais l'idée de faire grève dans le but de faire changer les choses est positive et tout à fait inhabituelle dans ce pays. En ce qui me concerne j'espère que celles qui y participeront y prendront goût. Et si cette grève pouvait déjà nous permettre de réfléchir quelques minutes, quelques heures, un jour... sur l'oppression spécifique que nous subissons au travail, dans la rue, dans la famille, dans le couple... ce ne serait déjà pas si mal.

Nous devons pourtant nous demander si toutes les femmes peuvent vraiment être solidaires les unes des autres. L'Union syndicale a oublié de nous le rappeler, mais l'ouvrière n'a pas les mêmes intérêts que sa patronne. Sans aller aux extrêmes, nous pouvons constater que la situation des travailleuses dans la société actuelle n'est pas simple. Nous avons de plus en plus de statuts différents, travailleuses fixes à plein temps ou à temps partiel, temporaires, auxiliaires, immigrées avec des permis différents ou sans permis. Ce n'est pas la société à deux vitesses, mais à plusieurs vitesses. Comment lutter pour l'égalité dans ce contexte, et d'abord pour quelle égalité?

QUELLE EGALITE?

Les syndicats ne sont pas très explicites dans ce domaine. Que signifie par exemple "un salaire égal pour un travail de valeur égale" ou "l'égalité des chances dans la vie professionnelle"? Qui fixe la valeur de tel ou tel travail? L'égalité est-elle possible dans une société profondément inégalitaire? L'idée d'égalité des chances repose sur un mythe éculé qui a sévit chez les professionnels des réformes scolaires. Selon eux si vous ne réussissez pas à l'école aujourd'hui, avec les nouvelles méthodes, ce n'est pas parce que vous êtes né(e) dans un milieu défavorisé mais parce que vous êtes idiot(e), c'est prouvé scientifiquement paraît-il. Demain

quand vous ne deviendrez pas cheffe ce ne sera plus à cause de votre sexe... Vu qu'on vous aura donné toutes les chances.

Sans le dire explicitement, ce que nous proposent les syndicats c'est une égalité entre hommes et femmes qui maintienne en place les hiérarchies qui existent dans le monde du travail.



LES QUOTAS, UNE PANACEE?

Un des moyens qui est parfois mis en avant est celui des quotas. Il s'agit d'un principe considéré par certain(e)s comme extrêmement révolutionnaire. Cela fonctionnerait ainsi: dans les professions où les niveaux hiérarchiques où il y a une majorité d'hommes, à qualification égale on engagerait en priorité des femmes jusqu'à ce que celles-ci occupent le 50% des postes existants. L'inverse étant assuré pour les hommes dans les professions à dominance féminine. C'est l'Etat qui serait appelé à appliquer ce principe en premier. Par cette méthode on finirait, soit-disant, par arriver à l'égalité parfaite entre les hommes et les femmes.

Cette idée a un avantage certain par rapport à d'autres revendications, elle est bon marché, elle ne pose pas le problème des infrastructures (crè-

ches, cantines scolaires, etc.), elle ne remet aucunement en cause l'organisation du travail telle qu'elle existe actuellement. En fait, elle ne risque pas d'avoir beaucoup d'incidence, surtout dans un pays comme le nôtre, où l'on manque tout bonnement de personnel qualifié et où le chômage est quasi inexistant.

A mon avis, si un tel règlement parvenait à s'imposer il favoriserait sans doute celles qui veulent faire carrière dans la fonction publique. Mais il ne résoudrait rien des problèmes des femmes les plus discriminées, celles qui n'ont pas de formation, celles qui recherchent avant tout un emploi près de chez elles, celles qui ont eu le malheur de "choisir" une profession "féminine".

LUTTER CONTRE LES HIERARCHIES SALARIALES

Personnellement je ne pense pas que la constitution d'une élite féminine puisse être considérée comme un progrès pour la majorité des femmes. Des personnes comme Elisabeth Kopp ou Margaret Thatcher ont-elles fait progresser l'émancipation des femmes?

Là où il y a urgence c'est avant tout en-bas de l'échelle sociale. Pour parvenir à l'égalité, il faut lutter contre les hiérarchies salariales.

Les travailleuse(eur)s devraient revendiquer que les augmentations de salaires les plus substantielles soient systématiquement attribuées à celles et ceux qui sont tout en bas de l'échelle. Le jour où la femme de chambre gagnera autant que le médecin, seuls choisiront d'exercer cette profession ceux et celles qui ont véritablement la "vocation"...

RECREER UNE CULTURE DE LA SOLIDARITE

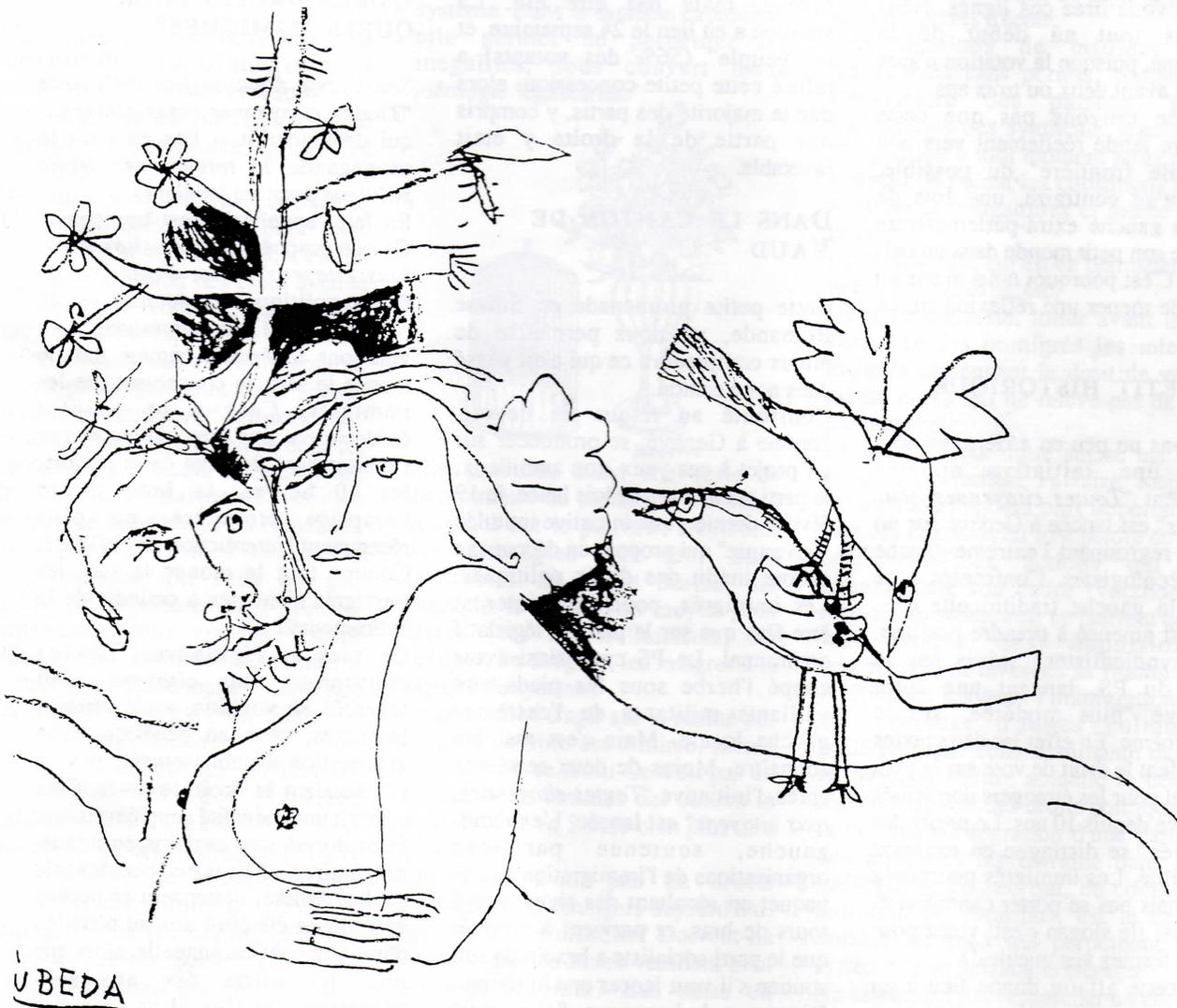
Certains me diront que ce que je propose est parfaitement utopique. Que les gens ne s'étudient et ne travaillent que poussés par l'appât du gain. Que personne n'accepterait d'exercer une profession difficile sans l'espoir de s'enrichir et le plaisir d'écraser les autres. Que l'homme est un loup pour l'homme. Expliquez-moi alors pourquoi les

femmes (et quelques fois des hommes) acceptent tout au long de leur vie de s'occuper, de soigner et d'aider les membres de leur famille sans toucher de salaire. Serait-ce uniquement parce qu'elles sont aliénées? Je crois personnellement que les femmes ont conscience de l'utilité sociale de leurs activités ménagères et éducatives. Ce qu'elles ne peuvent tolérer c'est que ce travail

soit totalement déprécié. En ce qui me concerne je pense que les travaux répétitifs et peu gratifiants (pas uniquement les tâches ménagères) devraient être pris en charge de façon équitable par tous les membres d'une société. Chacun ayant d'autre part la possibilité de développer et d'exercer ses talents. Pour celles et ceux qui ont encore l'espoir de construire un monde

nouveau, il s'agit avant tout de reconstruire une culture de la solidarité à partir de la base, sur son lieu de travail, dans son quartier, entre hommes et femmes ou seulement entre femmes pour celles qui en ressentent le besoin. Sans me faire trop d'illusions, j'espère que la grève des femmes permette au moins à certain(e)s de poser des jalons allant dans ce sens.

Ariane



Toutes citoyennes, tous citoyens ! De qui se moque-t-on ?

Tout ceux qui dans le canton de Vaud se situent à la gauche du PS ont aujourd'hui enfourché un nouveau cheval de bataille, celui de faire obtenir certains droits politiques à une partie de l'immigration. L'initiative "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" aura sans doute abouti lorsque vous lirez ces lignes. Nous sommes tout au début de la campagne, puisque la votation n'aura pas lieu avant deux ou trois ans. Nous ne croyons pas que cette initiative tende réellement vers une "nouvelle frontière" du possible, mais qu'au contraire, une fois de plus, la gauche extra-parlementaire entraîne son petit monde dans un cul-de-sac. C'est pourquoi nous avons eu envie, de mener une réflexion sur ce sujet.

UN PETIT HISTORIQUE

Revenons un peu en arrière, en août 1990, une initiative appelée également "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" est lancée à Genève par un comité regroupant l'extrême-gauche et les écologistes. Confrontés à ce projet la gauche traditionnelle (PS, PdT) est amenée à prendre position. Des "syndicalistes" suivis par la droite du PS, lancent une autre initiative "plus modérée" sur le même thème. En effet les deux textes demandent le droit de vote sur le plan cantonal pour les étrangers domiciliés à Genève depuis 10 ans. Le projet des "modérés" se distingue en excluant l'éligibilité. Les immigrés pourraient voter mais pas se porter candidats et être élus! (le slogan c'est: votez pour nous et fermez vos gueules!) Toute cette affaire donne lieu à un surprenant spectacle parmi les sociaux-démocrates, et dans les assemblées de section des syndicats, prise de position pour l'un ou l'autre des projets, revirements... Rien de très glorieux. Il n'est pas inintéressant de savoir que

parallèlement à cette affaire, dans le canton de Neuchâtel, un référendum a été lancé par l'Action nationale, contre une décision du Parlement cantonal d'accorder l'éligibilité, sur le plan communal, aux étrangers bénéficiant d'un permis C. Ces étrangers pouvant déjà voter à ce niveau, mais pas être élu. La votation a eu lieu le 24 septembre, et le "peuple" (56% des votants) a refusé cette petite concession, alors que la majorité des partis, y compris une partie de la droite y était favorable.

DANS LE CANTON DE VAUD

Cette petite promenade en Suisse Romande, va nous permettre de mieux comprendre ce qui c'est passé dans notre canton.

Confronté au risque de devoir, comme à Genève, se prononcer sur un projet à ces yeux trop ambitieux, le parti socialiste vaudois lance, le 19 février dernier, une initiative intitulée "ouverture" qui propose un découpage encore inédit des droits politiques. Les immigrés, pourraient voter et être élus que sur le plan du législatif communal. Le PS croit ainsi avoir coupé l'herbe sous les pieds aux vaillants militants de l'extrême-gauche locale. Mais c'est mal les connaître. Moins de deux semaines après, l'initiative "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" est lancée. L'extrême-gauche, soutenue par des organisations de l'immigration met le paquet en récoltant des signatures à tours de bras, et parvient à prouver que le parti socialiste a besoin de son soutien s'il veut lancer une initiative. Disposant de beaucoup d'élus, mais visiblement de peu de militants le PS a tout essayé, même de payer des étudiants Fr. 2.- par signature, mais rien n'y fait, il doit déclarer forfait, étant incapable de récolter les signatures pour son initiative dans le

délaï prescrit.

Tout cet imbroglio, est significatif d'une chose: le droit de vote pour les immigrés est surtout un prétexte, grâce auquel certains essaient d'établir de nouveaux rapports de force au sein de la gauche.

QUELS DROITS POUR QUELS IMMIGRÉS?

Seule reste donc en lice l'initiative "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" qui demanderait si l'on en croit la propagande la *totalité des droits politiques pour les immigrés*.

En fait l'appellation est trompeuse. Ce que propose "*Toutes citoyennes, tous citoyens*", c'est d'octroyer les droits politiques seulement sur le plan cantonal ou communal. Les votations fédérales, comme tout le monde le sait, ne concernent pas les immigrés. Ceux-ci ne peuvent évidemment pas être intéressés par l'abaissement de l'âge de la retraite, les 40 heures, la lutte contre l'emprise étrangère, ou plus récemment l'interdiction du nucléaire. Comme tout le monde le sait, les immigrés n'ont rien à craindre de la radioactivité!!

De plus si l'initiative "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" était acceptée en votation, seuls certains immigrés, ceux au bénéfice d'une autorisation d'établissement (permis C), auraient le droit de voter. Ceci créerait une inégalité supplémentaire, étant donné que certains étrangers, originaires d'Europe occidentale exclusivement, obtiennent ce permis après avoir été **cinq ans** au bénéfice d'une autorisation annuelle, alors que pour les autres **dix ans** sont nécessaires. De plus, il va sans dire que les frontaliers, les saisonniers, les "bénéficiaires" de permis de courte durée ou les travailleurs clandestins n'auraient aucune chance de devenir un jour "citoyens".

L'immigration est déjà profondément

divisée par la multiplicité des permis de séjour. Veut-on la diviser plus encore?

Le fait que près du 90% de ceux qui obtiendraient des droits politiques proviennent de la CEE ou de l'AELE constitue un des arguments avancés par les partisans de l'initiative. Veut-on faire des concessions à la nouvelle xénophobie qui tolère les Européens, mais fait des immigrés du tiers-monde et des réfugiés, les nouveaux bouc-émissaires?

PARTIR D'UNE REFLEXION SUR LA DEMOCRATIE EN SUISSE

L'initiative "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" devrait aussi être l'occasion de réfléchir sur les votations tant comme moyen de "lutte" que comme objectif à atteindre pour les immigrés.

De notre point de vue, utiliser la démocratie semi-directe pour faire aboutir des revendications, c'est un peu comme planter des clous avec le manche d'un couteau, ça marche rarement et on risque de se blesser les mains. Dans le cas de l'immigration, il n'est pas inutile de rappeler l'échec cuisant de l'initiative "être solidaire" en 1980, celui du référendum de la loi sur l'asile, ou le succès du référendum de l'Action nationale contre l'éligibilité des étrangers à Neuchâtel dont il est question ci-dessus. On peut imaginer que ceux qui ont récolté des signatures pour "*Toutes citoyennes, tous citoyens*" aient préparé une formidable tribune à l'extrême-droite xénophobe. Qui sait quel sera le rapport de force au moment de la votation?

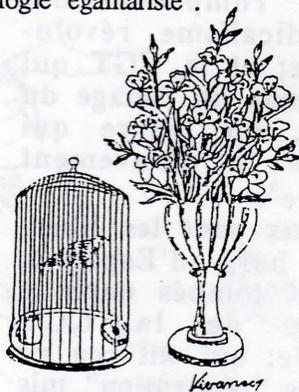
Si nous sommes des défenseurs inconditionnels des libertés fondamentales "garanties" (en principe!) par la Constitution (liberté d'expression, de manifestation, d'organisation, droit de grève...), nous estimons par contre qu'il est illusoire d'espérer changer le système par des votations, des élections, en participant aux parlements, aux commissions de consultation...

Comme libertaires nous sommes opposés aux élections et au parlementarisme, parce que nous refusons de signer des chèques en blanc. Nous refusons de voter pour

des gens qui une fois élus oublient leurs belles promesses et utilisent la légitimité conférée par leurs électeurs pour défendre leurs propres intérêts. Nous ne sommes pas non plus pour

l'utilisation de la démocratie semi-directe, telle qu'elle existe en Suisse, parce qu'elle constitue un moyen d'attribuer au "peuple" une volonté qui vient d'ailleurs. Les citoyens étant appelés à se prononcer sur des projets qui ont été élaborés par des parlementaires ou par des groupes de pression et dont ils ne maîtrisent ni les tenants, ni les aboutissants.

La démocratie est un facteur de stabilité pour n'importe quel système. Dans le système capitaliste, elle permet de perpétuer les inégalités, sous couvert d'une idéologie "égalitariste".



Elle constitue aussi une sorte de thermomètre du social qui permet, à ceux qui ont le pouvoir, d'élaborer des stratégies qui leur sont favorables. Le projet Barras, par exemple, a été un bon moyen pour "fixer" les anti-militaristes, les occuper, les fatiguer, les intégrer à la logique du système.

La possibilité d'agir sur la réalité par le droit de vote est minime, même pour obtenir ce droit! Ce n'est pas un hasard si les femmes ont obtenu le droit de vote en Suisse bien plus tard qu'ailleurs.

Ceux qui n'ont pas de droits politiques, les étrangers aujourd'hui, doivent ils les mendier? Doivent-ils attendre que les autres veuillent bien les leur accorder? Les noirs en Afrique du sud, par exemple, ont choisi un autre chemin...

INSTRUMENTALISER L'IMMIGRATION ?

Les principales préoccupations de la

grande majorité des immigrés ne se situent pas sur le plan de la politique communale ou cantonale.

Faut-il rappeler l'exploitation éhontée qui est faite de la main-d'oeuvre étrangère. La Suisse profitant de façon scandaleuse du chômage qui existe ailleurs, pour importer des travailleurs qu'elle n'a pas besoin de former professionnellement.

Des discriminations inavouées existent à tous les niveaux (emploi, logement, école...).

Un véritable scandale: la situations dramatique des milliers d'enfants de saisonniers qui vivent clandestinement dans ce pays, le plus souvent privés d'école.

Les dizaines de milliers de travailleurs sans permis, soumis à l'arbitraire des patrons, aux tracasseries des syndicats, menacés d'expulsion à tout moment alors que souvent ils paient les cotisations des assurances obligatoires et même les impôts.

Le droit d'asile qui est en permanence bafoué, le racisme, etc.

Dans ce contexte, lutter avant tout pour que les immigrés les mieux intégrés obtiennent le droit de vote est un choix qui ne relève pas de la philanthropie.

Le système politique suisse est en crise. Les fiches, l'affaire Kopp, l'abstention toujours plus importante lors des élections lui font perdre de sa crédibilité. Les "actions" qui se situent dans son cadre (votations, récoltes de signatures) ne peuvent que lui donner des impulsions susceptibles de favoriser sa vitalité.

A diverses époques l'immigration a été porteuse d'autres cultures politiques que celle dominante dans ce pays. A l'heure actuelle le désir légitime d'avoir des droits politiques, la volonté d'intégration d'une partie des immigrés les entraîne dans la stratégie de l'échec qui, de comités unitaires en votations, est le seul horizon de ceux qui perpétuent le système en prétendant le changer.

Ne faudrait-il pas rechercher un autre chemin susceptible de développer des solidarités entre les exploités de toutes les nationalités?

Il est urgent de reconstruire un nouvel internationalisme

Errico Bonnetéte

GREVES EN ANDALOUSIE

A l'heure actuelle, la censure repose sur deux principes fondamentaux : *La rétention, forme classique, information nulle; et la saturation, forme contemporaine de l'âge de la communication; le journaliste (et le lecteur) croule alors littéralement sous une avalanche de données, de dossiers, plus ou moins intéressants, qui le mobilisent, l'occupent, et tel un leurre, le distraient de l'essentiel*¹.

Au début de cette année, les événements du Golfe ont complètement accaparé la "grande" presse, et il n'est guère étonnant que la grève générale des ouvriers agricoles en Andalousie n'ait pas retenu son attention. De manière générale les mouvements animés par les anarchistes et les anarcho-syndicalistes espagnols sont ignorés.

La CNT-AIT est sans doute l'un des seuls syndicats, sur le plan mondial, à s'être engagé à assumer la défense de tous les déserteurs du pays. Quelqu'un en-a-il entendu parler?

Pratiquement personne ne sait non plus que les manifestations contre la guerre du Golfe ont été incomparablement plus importantes en Espagne que dans le reste de l'Europe.

Ce qui est à notre avis regrettable, c'est que la presse libertaire internationale et française en

particulier soit aussi déficiente, au moment d'informer sur l'Espagne. A notre avis, il ne s'agit pas uniquement du syndrome CNN, le problème est ailleurs.

Il est lié au fait qu'il y a toujours deux organisations qui revendiquent l'héritage de l'anarcho-syndicalisme espagnol²: la CNT-AIT qui défend la pratique d'action directe, de non compromission, du syndicalisme révolutionnaire; et la CGT qui est devenue un rouage du système, un leurre qui déprécie le mouvement libertaire³.

Nombreux sont les libertaires, hors d'Espagne, qui sont tombés dans le panneau de la CGT espagnole; qui ont cru au projet de "rénovation" mis en avant par ce syndicat; et qui ont prétendu que la CNT-AIT était un dinosaure incapable de s'adapter à l'évolution. Il est bien difficile pour certains d'accepter le fait que la CNT-AIT mène des luttes aujourd'hui, qu'elle est active et que malgré les coups reçus, elle se reconstruit. Alors on jette un voile pudique sur l'Espagne, on n'en parle pas, au mieux on donne parfois des informations fragmentaires dont personne ne peut évaluer l'incidence réelle.

L'article qui suit ne constitue pas une analyse globale, il se limite donner des informations sur le rôle que la CNT a joué

dans des luttes ouvrières radicales depuis quelques mois en Andalousie.

A L'ORIGINE DE LA GREVE GENERALE DES OUVRIERS AGRICOLES

C'est la CNT-AIT qui est à l'origine de la première grande grève de la campagne andalouse qui ait eu lieu depuis 10 ans. Cette grève qui a paralysé la récolte des olives dans toute la province de Séville, a duré près d'un mois et demi dans certains villages. Le conflit a culminé avec la participation de 90% des ouvriers agricoles de la province. Il a abouti à un accord prenant en considération les principales revendications des travailleurs.

Les choses se sont passées ainsi⁴: en novembre de l'année dernière, les membres de la CNT de Pedrera, voyant l'importance de la récolte d'olives à venir, ont pensé que le moment était venu de tenter d'améliorer leurs conditions de vie. Alors que les salaires des différents secteurs économiques suivent plus ou moins l'augmentation du coût de la vie, ceux des "jornaleros"⁵ étaient restés bloqués depuis longtemps. Ils prirent contact avec les autres syndicats présents dans le village, le syndicat des ouvriers de la campagne (SOC) et les commissions ouvrières (CCOO).

CONTRE LA DISCRIMINATION DES FEMMES

Une plate-forme revendicative est élaborée. Les principales revendications sont l'augmentation du salaire journalier de 2'865 à 3'500 pesetas, 36

heures de travail hebdomadaire et, sur proposition de la CNT, que pour chaque homme embauché une femme le soit également.

Les syndicats ont convoqué une assemblée de tout le village, qui décide le 11 décembre la grève générale indéfinie. Cette décision est rapidement communiquée aux villages des environs. Durant une dizaine de jours, les "jornaleros" de Pedrera font grève seuls. Mais d'autres assemblées générales s'organisent et progressivement d'autres villages suivent le mouvement. Le 19 décembre, en solidarité avec les "jornaleros" les travailleurs des autres secteurs économiques ainsi que les bars et les commerces font grève à Pedrera.

Autour de Noël le patronat, ainsi que l'Union Générale des Travailleurs (UGT - socialiste) font des déclarations à la presse pour dire que cette grève est illégale. Pourtant le mouvement s'amplifie. Le 3 janvier, 19 villages sont en grève dans les provinces de Séville, Malaga et Grenade.

L'EXTENSION DU MOUVEMENT

Le 7 janvier était la date prévue, dans la province de Séville, pour la signature de la convention entre les syndicats CCOO et UGT et le patronat qui ne voulait pas entendre parler de la CNT ni du SOC.

Le patronat fait savoir aux syndicats présents dans les négociations que cette année aucune concession ne peut être faite sur le plan des salaires... L'UGT se joint alors à la grève. Les 8 et 9 janvier la grève est massive. Dans la province de Séville, plus de 100 localités sont en grève. La CNT et le SOC tentent

d'étendre le mouvement aux autres provinces. Par exemple la CNT convoque une grève générale dans la localité de Fernán Núñez (Province de Cordoue), où d'autres villages se joignent à la grève. Pour couper court à cette évolution, le patronat de cette province signe en toute hâte, le 16 janvier, une convention "collective" avec les syndicats CCOO et UGT.

Finalement le 18 janvier un accord est signé, pour la province de Séville, par la CNT, le SOC, les CCOO, l'UGT et l'une des deux associations patronales, celle des petites entreprises. Cet accord n'engageant que les entrepreneurs qui l'ont accepté, les travailleurs ont décidé de boycotter les autres. Avant d'être embauchés, les "jornaleros" demandent au patron s'il accepte l'accord. Si ce n'est pas le cas, ils refusent de travailler. Finalement un certain nombre de patrons de l'association non signataire ont individuellement accepté le tarif pour ne pas rester avec leur récolte d'olives sur les bras ou plus précisément sur les arbres.

LA LUTTE ET LA SOLIDARITE

Cette lutte a été gagnée grâce à la ténacité de travailleurs vivant dans des conditions extrêmement précaires, leur existence dépendant d'emplois saisonniers et des allocations chômage quand ils les touchent⁶. Elle a été favorisée aussi par de nombreuses manifestations de solidarité. Un exemple entre mille: le compagnon Carlos Molina, payador uruguayen, que nous avons eu la chance d'écouter à Berne et à Ropraz (soirées organisées par les amis de l'AIT) a chanté le 6 janvier à

Pedrera devant 3000 grévistes. Nous ne résistons pas au plaisir de raconter une anecdote, qui permet de mieux comprendre l'éthique de nos copains de la CNT. Lors d'un meeting unitaire, les dirigeants de l'UGT, des CCOO et du SOC y allaient tous du même laïus, racontant la misère du peuple andalous, la triste vie des paysans, l'infortune des femmes, etc. Quand vint le tour de Pépé Gómez, le secrétaire régional de la CNT, celui-ci s'exclama: que pourrais-je bien vous raconter de la campagne? Moi qui suis des chantiers navals (de Puerto Real). Je vais vous réciter une poésie... Il fut très vivement applaudi.

GREVE DE DEUX MOIS ET DEMI DU PERSONNEL NON-SANITAIRE DES CENTRES DE SANTE

Parallèlement à la grève des "jornaleros", la CNT a joué un grand rôle dans un autre conflit, moins spectaculaire, mais tout aussi important à long terme. Il s'agit de la grève du personnel technique et administratif et des assistants sociaux des centres de santé en Andalousie. Cette grève a duré du 8 janvier au 20 mars. La participation a été de 100% dans deux provinces: Grenade et Jaen. Toutes les provinces andalouses, à l'exception d'Almeria ont été touchées. La CNT qui est à l'origine du conflit a aussi offert son soutien au mouvement assembléiste qui s'est développé à cette occasion.

L'objectif principal du conflit était d'obtenir des postes fixes pour les travailleurs occupant des emplois précaires.

A l'image du secteur privé, l'Etat espagnol crée de moins en moins de postes fixes. Les gens sont engagés avec des

contrats temporaires renouvelables de trois mois en trois mois. Ce système permet de contourner la loi du travail qui prévoit des indemnités en cas de licenciements suivant l'ancienneté pour les personnels fixes.

A l'heure actuelle, au niveau des centres de santé, les postes fixes sont attribués par un système de concours. Les syndicats "majoritaires" CCOO et UGT ont accepté ce système. Ils en tirent même plus d'avantages que l'administration, car ils ont un certain droit de regard sur l'organisation des examens d'entrée. Ils organisent aussi des cours de préparation. Pour eux c'est un bon filon; avec le chômage qu'il y a dans cette région, les gens sont prêts à suivre n'importe quel cours dans l'espoir de décrocher un emploi stable.

C'est à la suite d'irrégularités dans le système d'attribution des postes fixes que le mouvement c'est déclenché. La principale revendication étant que les postes fixes soient attribués en priorité, sans concours préalable, aux personnes travaillant avec des contrats temporaires dans les centres. Et qu'il s'en crée suffisamment pour que tous y aient accès.

Les syndicats CCOO et UGT ont utilisés tous les moyens pour faire obstruction au mouvement. Finalement les travailleurs, qui ont obtenu l'assurance de voir leurs contrats prolongés pour trois ans, ont décidé de suspendre leur grève. Pour éviter de voir leur mouvement s'enliser ils ont décidé, provisoirement, de poursuivre leur action par d'autres voies.

La volonté de poursuivre la lutte est confirmée par le fait que des sections syndicales de

la CNT se sont créées dans tous les districts sanitaires de Grenade.

¹ Selon Ignacio Ramonet, "Médias, sociétés et démocratie - l'ère du soupçon" in: *Le Monde diplomatique*, mai 1991.

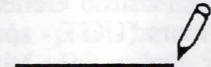
² Nous avons élaboré un certain nombre de documents sur cette question, en particulier la brochure "Où va la CNT?" en 1988.

³ Voici comment s'exprimait il y a peu de temps E. Lindosa, le secrétaire de la CGT: "qui va crier à bas l'Etat! Quand l'Etat c'est les rentes, la sécurité sociale, l'enseignement gratuit? (...) La seule alternative est de donner des réponses concrètes en utilisant les moyens disponibles à chaque moment..." ("El País" 13.11.90).

⁴ Pour rédiger ce qui suit, nous sommes inspirés, entre autre, du témoignage de Bartolomé Corona, gréviste de Pedrera, in: "Tinta Negra" n° 114.

⁵ Travailleurs agricoles à la journée. Dans les villages d'Andalousie, on peut voir, au petit matin, des hommes et des femmes désœuvré(e)s qui attendent que les patrons passent et embauchent pour la journée ceux (et plus rarement celles) dont ils ont besoin. C'est en Europe, mais c'est comme ça.

⁶ Pour pouvoir bénéficier du chômage, il faut avoir travaillé un certain nombre de jours au minimum chaque année, si non on ne touche rien. D'où l'importance d'exiger l'embauche des femmes.



Abonnement à l'essai

Recevez gratuitement le prochain numéro de l'Affranchi.

Prénom.....

Nom.....

Adresse.....

.....

Ecrire à
 "Réflexions sociales"
 Case postale 213
 1000 Lausanne 6

CHINE:

DES PRODUITS D'EXPORTATION SONT FABRIQUES PAR LES PRISONNIERS POLITIQUES

Depuis le massacre de la place Tian an men le 4 juin 1989, plus personne ne peut ignorer que les dirigeants du parti communiste chinois figurent parmi les tyrans les plus abominables de notre globe. Il faut savoir qu'ils pratiquent aussi une forme particulièrement sordide d'exploitation: le travail forcé.

Avec la venue de l'été, des petites chaussures colorées, des sandalettes et autre pantoufles très bon marché inondent à nouveau les vitrines des magasins. Certaines de ces chaussures comme de nombreux autres produits chinois (jouets, postes de radio, matériel informatique, etc.) proviennent du goulag chinois.

Les autorités chinoises évitent de faire trop de publicité sur ce thème, mais aujourd'hui on sait que l'exploitation des prisonniers joue un rôle important dans le "progrès" économique de la Chine. ¹

Le réseau carcéral chinois, avec ses quelque 10 millions de prisonniers, est très vaste. (...) Les étudiants de la place Tian an men sont venus grossir les rangs des condamnés au goulag. Les prisonniers travaillent jusqu'à quinze heures par jour, font de tout, des pointes de lacets aux plaquettes informatiques, et reçoivent, dans le meilleur des cas, un salaire de misère. L'argent gagné sur le dos de ces prisonniers va tout droit dans les caisses des entreprises d'Etat ou dans les

poches des autorités carcérales. (...)

Harry Wu, qui après dix-neuf ans de goulag, est aujourd'hui un étudiant avide de connaissances aux Etats-Unis, explique qu'"avec l'aval de Deng Xiaoping, les camps de rééducation se sont transformés en entreprises. Tout ce qui intéresse les responsables des camps de rééducation, c'est d'obtenir des devises étrangères".

(...) on compte beaucoup de prisonniers politiques parmi les prisonniers au travail. La plupart n'ont même rien fait. Ils ont été arrêtés sur de vagues soupçons d'attitudes "contre-révolutionnaires", sans espoir d'appel ou de représentation légale. L'incarcération ne cesse que le jour où les responsables du Parti estiment que leur attitude est "corrigée". Mais la liberté ne leur est toujours pas assurée. Il n'est pas rare qu'un prisonnier "réhabilité" apprenne qu'il a juste le droit de vivre en dehors des murs de la prison, mais qu'il devra continuer à y travailler jusqu'à la fin de ses jours.

Avec ce système, le régime chinois exporte des produits défiant toute concurrence. Le "Business Week" qui a mené son enquête durant six mois parle d'un document du département d'Etat américain qui cite les chiffres officiels du gouvernement chinois. Selon ces sources les exportations en provenance des prisons chinoises seraient de 100

millions de dollars par an. Pour les journalistes du "Business Week" ces chiffres sont très certainement sous-estimés.

Un certain nombre d'industriels occidentaux ont été invités à visiter des usines-prisons que les bureaucrates Chinois voulaient mettre à leur disposition. Ceux qui ont accepté de témoigner, sont généralement ceux qui ont renoncé aux services des Chinois, mais pas toujours...

Le distributeur français du cognac Rémy et Associés a confirmé qu'entre 1982 et 1985, certains des raisins entrant dans sa cuvée Dynasty avaient été vendangés par des prisonniers. Ce vin est produit par un joint-venture entre une filiale de la société et la ville de Tianjin. La société française a fourni une bonne partie de l'équipement. Depuis 1986, plus aucun raisin ne provient des fermes carcérales "pour autant que l'on sache", affirme un dirigeant de Rémy, qui a cependant indiqué que sa société n'en avait pas fait la demande expresse.(!)

Citons encore un dernier exemple rapporté par des diplomates américains. On aurait proposé à un PDG taiwanais d'utiliser des prostituées (chinoises) incarcérées, âgées de 15 à 22 ans, comme main-d'oeuvre bon marché dans son entreprise de chaussures.

Personne n'a appelé au boycott des produits chinois, celui-ci

serait d'ailleurs difficile. Des produits portant des marques d'autres pays, peuvent avoir été faits en sous-traitance par des prisonniers chinois. Le cas chinois est parti-

culièrement choquant, mais il faut se rappeler que si notre niveau de consommation se maintient plus ou moins, malgré l'inflation, c'est avant tout grâce à des formes

extrêmes d'exploitation dans d'autres régions du monde. Pensez-y lorsque vous vous achèterez vos prochaines pantoufles.

¹ Les citations *en italique* proviennent d'un article du "Business Week" de New York repris par "Courrier international" du 25 avril 1991.

PERSONNES DONT ON SAIT QU'ELLES ONT ETE ARRETEES DEPUIS JUIN 1989, SUITE A LEUR PARTICIPATION A L'ORGANISATION DE LA FEDERATION AUTONOME DES OUVRIERS (F.A.O)

PEKIN : Han Dongfang; Liu Qiang; He Lili; Bai Dongping; Guo Yaxiong; Li Jiang; Liu Huanwen; Tian Bomin; You Dianqi; Yan Fuqian.

CHANGSHA : He Zhaohui; Li Jian; Lu Zhaixing; Liu Xinqi; Yang Xiong; Zhang Xudong; Zhou Yong.

HANGZHOU : Gao Jingtang; Li Xiaohu; Zhu Guanghua.

JINAN : Che Honglian; Hao Jingguang; Liu Yubin; Shao Liangchen; Zhang Xinchao.

NANKIN : Li Huling; Rui Tonghu; Zhu Huiming.

SCHANGAI : Cai Chaojun; Chen Shengfu; Gong Chencheng; Li Zhibo; Wang Hong; Wang Miaogen; Zhang Quiwang; Zhang Renfu; Zheng Liang.

XIAN : An Baojing; Bao Hongjian; Chang Ximin; Liu Congshu; Liu Chongxi; Ren Xiyang; Xu Ying; Zhao Demin.

ET BEAUCOUP D'AUTRES DONT NOUS NE CONNAISSONS PAS LES NONS.

("le Combat syndicaliste" N° 102)

SOMMAIRE

Quelle égalité
pour les femmes?

Page 3 - 5

Toutes citoyennes
Tous citoyens

Page 6 - 7

Grèves en Andalousie

Page 8 - 10

Chine

Page 11 - 12

